

# Les inégalités à l'école

---

## Déclaration du groupe de l'UNAF

La modernisation du service éducatif a contribué à corriger les inégalités sociales en démocratisant l'accès aux diplômes.

Pourtant chaque année, 150 000 élèves quittent encore le système scolaire sans diplôme, soit un jeune sur cinq. Le diplôme demeure un élément indispensable pour s'insérer sur le marché du travail et ensuite évoluer dans un parcours professionnel.

L'éducation étant la première responsabilité des parents, tous placent la réussite scolaire de leurs enfants au premier rang de leurs préoccupations. Pour autant, les moyens dont ils disposent ne sont pas égaux pour accompagner leurs enfants.

Ainsi, lutter contre l'échec scolaire, nécessite une réflexion et une implication de l'ensemble des acteurs de l'éducation et en particulier de la communauté éducative.

M. le rapporteur souligne dans le rapport les disparités présentes dès le début de la vie scolaire. Ceci démontre que l'on doit agir vite si l'on veut éviter de trop lourdes séquelles pour l'enfant en construction.

Si l'institution familiale, dans son ensemble, est favorable à la scolarisation dès trois ans. Dans l'intérêt de l'enfant, la scolarité à deux ans n'est pas la solution adaptée.

C'est pourquoi l'UNAF encourage des lieux de garde près du site de l'école, plus en adéquation avec les besoins de l'enfant.

Le groupe de l'UNAF rappelle l'importance du dépistage précoce, dès la maternelle, pour empêcher que les troubles de la vue, de l'ouïe ou la dyslexie handicapent l'acquisition de savoirs nécessaires à l'entrée au cours préparatoire.

Le groupe de l'UNAF partage l'objectif de l'avis sur l'urgence de renouer avec une véritable ambition éducative. Aussi, pour donner du sens à l'obligation scolaire, ne faudrait-il pas instaurer une obligation de résultat ? Celle-ci imposerait dès lors aux enseignants de porter une attention particulière aux enfants en difficulté pour qu'au moment de l'orientation, tous sachent lire, écrire et compter.

Enfin, le groupe de l'UNAF s'appuie sur le constat selon lequel les écrans multimédias occupent une place de plus en plus importante dans la vie des jeunes, devenant ainsi partie intégrante de leur éducation.

Pour développer les usages scolaires, il faut encourager au développement rapide du très haut débit sur l'ensemble du territoire y compris dans les petites communes rurales.

Par ailleurs, le modèle dans lequel les médias interviendraient en responsabilité dans l'éducation reste à inventer.

Le groupe de l'UNAF a voté l'avis.